

lation belge s'est élevée de 4 337 000 à 6 744 000 habitants, entre 1840 et 1900. Le commerce total du royaume atteignait 3 282 millions de francs en 1870, et 7 005 863 000 francs en 1901. Les exportations étaient, en 1840, de 139 229 000 francs; en 1902, de 1 857 883 000 francs, et en 1903, de 1 949 503 000 francs, tout près de 2 milliards. Le budget annuel se solde par des excédents de 6, 9, 12, 17 millions. Toutes les libertés nécessaires, et en particulier le droit d'enseignement et le droit d'association, trouvent chez nos voisins du Nord la plénitude de leur loyal exercice. Nulle part la vie publique n'est plus intense et ne réalise avec plus de souplesse l'accord de la liberté et de l'autorité. Enfin, par ses institutions sociales — coopératives, mutualités, syndicats, pensions de vieillesse, habitations ouvrières, — la Belgique marche en tête de l'Europe. Voilà pourquoi bien légitime est l'enthousiaste fierté avec laquelle ce petit peuple prospère vient de célébrer le soixante-quinzième anniversaire de son indépendance, rendant d'abord un hommage national à Dieu, puis couvrant d'acclamations son roi patriote et son gouvernement catholique (1).

« L'éclatante prospérité de la Belgique actuelle, écrivait naguère M. Edouard Drumont, est un éloquent et péremptoire démenti à tous ceux qui prétendent que les pays catholiques sont irrémédiablement voués à la décadence. Les pays catholiques qui sont en décadence sont ceux qui ne sont pas restés catholiques. . . »

De tout cela, il résulte que la grandeur *exclusive* des pays protestants et la déchéance *universelle* des pays catholiques *n'est pas du tout un fait acquis*.

Au sujet de l'interprétation que l'on a donnée à ce prétendu fait, une observation critique paraît nécessaire. On dit que le principe protestant ne peut amener que l'essor économique des peuples et leur équitable liberté politique; au contraire, le principe du catholicisme produirait nécessairement la ruine des initiatives économiques, et, en politique, conduirait les nations au despotisme et à l'anarchie.

(1) Cf. *l'Economiste français* des 19 et 26 mars 1904. — GEORGES BLONDEL, *La France et le marché du monde*, p. 83. Paris, Larose, 1902. In-12.